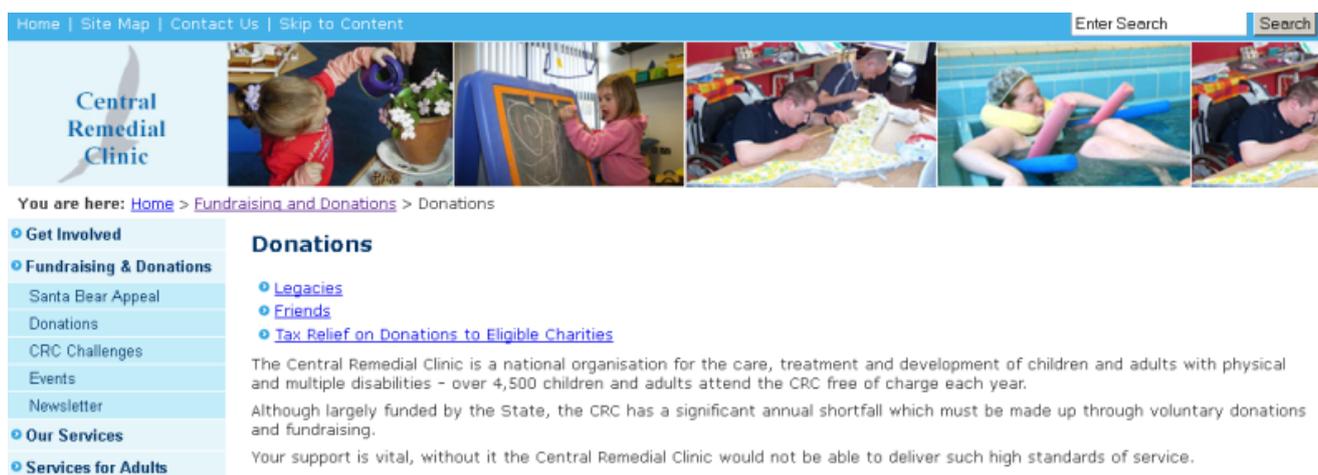


Sur salaires dans les ONG – leçons d'un scandale irlandais

A l'occasion d'un récent scandale survenu en Irlande, un article de Cian Murphy sur le site nfpSynergy rappelle l'importance de la confiance du public pour les ONG.

L'article original peut être vu [ici](#) sur le site de [nfpSynergy](#). Des informations parues à l'époque [ici \(Irish Times\)](#) ou [là \(Irish Mirror\)](#)



The screenshot shows the website for the Central Remedial Clinic. At the top, there is a navigation bar with links for Home, Site Map, Contact Us, and Skip to Content, along with a search bar. Below the navigation bar is a banner image featuring the Central Remedial Clinic logo and several photos of people engaged in various activities. A breadcrumb trail indicates the current page is 'Home > Fundraising and Donations > Donations'. On the left, there is a vertical menu with categories like 'Get Involved', 'Fundraising & Donations', 'Our Services', and 'Services for Adults'. The main content area is titled 'Donations' and includes links for 'Legacies', 'Friends', and 'Tax Relief on Donations to Eligible Charities'. Below these links, there is a paragraph of text describing the clinic's mission and funding needs.

Le secteur caritatif ne se porte pas bien en Irlande ces dernières années.

Il est très dépendant des subventions gouvernementales (seules 11% de ses ressources proviennent de la générosité du public)

Les ONG irlandaises ont ainsi été durement touchées par la baisse des dépenses publiques. Les donateurs sont également touchés, et leur contribution a baissé beaucoup plus qu'en Angleterre : La proportion de donateurs parmi la population irlandaise est passée de 83 à 69%, alors qu'elle est restée stable en Angleterre.

Parallèlement à cette baisse des ressources, le nombre de bénéficiaires de leurs services augment, en raison du chômage et des saisies qui poussent un nombre croissant d'irlandais sous le seuil de pauvreté.

Ce secteur en difficulté n'avait pas besoin d'un scandale, synonyme de perte de confiance de la part du public. C'est pourtant ce qui est arrivé en novembre dernier.

la [Central Remedial Clinic \(CRC\)](#) est une clinique qui soigne les adultes et enfants handicapés. Ses ressources proviennent en grande partie du HSE (Health Service Executive), mais elle peut également recevoir des dons du public.

En novembre, il a été révélé que l'ancien CEO Paul Kiely avait reçu une prime en provenance de l'association des amis et sympathisants, faisant passer son salaire de 106 000€ à 242 000€.

A l'occasion de sa démission, intervenue en décembre, il a en outre reçu une retraite supplémentaire de 750 000€, soit la moitié des ressources de cette association.

Cette affaire a eu un fort impact médiatique, et l'opinion publique, ainsi que les familles des patients, ont été choquées par cette utilisation inappropriée des dons, en faveur de personnes faisant partie de l'establishment. Et ce d'autant plus que 5 années d'austérité ne rendent pas le public compréhensif vis à vis de bénéficiaires de salaires élevés.

Bien que la CRC ne soit pas juridiquement parlant une ONG (le secteur caritatif en Irlande n'est pas aussi clairement défini qu'en Angleterre), le secteur caritatif a subi le contre coups de cette affaire. La question spécifique a débordé sur la question des salaires élevés dans les ONG irlandaises. Fundraising Ireland (Association Irlandaise des Fundraisers) a reporté une [baisse de 40% des dons à Noël pour certaines organisations](#).

Il ressort d'échanges avec nos clients à l'ICEM qu'aucun n'ont

subi de telles baisses, mais beaucoup étaient préoccupés par l'impact à long terme de scandale sur le secteur en général, et leur marque en particulier. Nos propres analyses montrent que la confiance dans le secteur caritatif a chuté considérablement plus que ce que l'on a pu constater en Angleterre. Cela représente sans aucun doute une source d'inquiétude : un don est acte de confiance, que reste t-il si cette confiance disparaît ?

Quelles leçons peuvent être tirées de cette affaire ? Comment éviter qu'un tel scandale ne se reproduise ?

Tout d'abord, nous savons bien que l'existence d'un organisme de réglementation est un facteur de confiance pour le public. La mise en place d'une telle structure est prévue pour le mois février (initialement prévue en 2009, elle n'avait jamais vu le jour). Aux ONG de communiquer fortement lors de l'arrivée de cette réglementation. De la même façon, les ONG britanniques devraient mieux communiquer sur la « Charity Commission », car même si le public ne connaît pas précisément son rôle, la simple présence d'un tel organisme est rassurante.

De grandes associations irlandaises profitent de cette affaire pour rassurer leurs sympathisants sur le fait que les sur salaires ne font pas partie de leur culture, et qu'une très grande partie de leur dons sera consacrée à la mission de l'association. Bien que certains hésitent à se lancer dans une course au ratio, le fait de rassurer les sympathisants ne peut pas être une erreur. Nous savons que la plupart des ONG dépensent en réalité en frais de structure et de collecte moins que ce que le public ne pense. Le rappeler ne peut qu'améliorer la confiance portée aux associations.

Se pose naturellement une question plus large. Rassurer le public sur le fait que les salaires versés sont convenables et nécessaires pour assurer le professionnalisme attendu. Bien que cette question soit plus du ressort du secteur dans son

ensemble, certains éléments peuvent être mis en avant à titre individuel par chaque association.

La transparence est un de ces facteurs. Dès lors qu'une association estime que les salaires qu'elle verse sont raisonnables, elle devrait naturellement tenir ses livres de paie ouvert (en conservant l'anonymat nécessaire), afin de les assumer auprès du grand public, et d'en parler librement en interne. L'[exemple récent de Rehab](#) est significatif : cette association ne voulait pas jusqu'à récemment révéler le salaire de sa CEO et a dû le faire sous la pression : maintenir un embargo sur une information a comme conséquence que l'on pense que vous avez quelque chose à cacher.

Quelles sont les leçons à tirer pour les ONG anglaises ?

En premier lieu, les ONG ne sont pas immunisées contre les effets de la récession. Bien que les dons soient restés à un niveau élevé en Grande Bretagne ces dernières années, il apparaît qu'en Irlande et après des années de récession combinées à des finances publiques en mauvais état peut entraîner une baisse importante dans le montant des dons

En second lieu, la confiance du public n'est jamais acquise, et doit être conquise en permanence. Bien qu'en Angleterre certains plaisaient sur le fait que la question des salaires se pose depuis des années sans effet sur les dons, on aurait pu faire la même remarque en Irlande. Un tel scandale peut faire basculer l'opinion, spécialement en ces moments de colère.

L'avenir dira si cette chute de confiance reste une caractéristique du paysage irlandais, ou si elle pourra être battue en brèche. Notre prochaine étude en avril nous donnera des indications à ce sujet.

**Entretien avec Scott
Harrison (fondateur de
Charity:water) sur le journal
du net**

They came together as a community and built the road that would bring clean water to their village.

Watch the video and see their story.

▶ PLAY VIDEO

DONATE

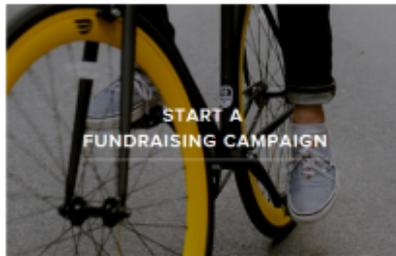


We're a non-profit organization on a mission to bring clean and safe drinking water to every person on the planet. Join us.



SPONSOR A WATER PROJECT

Sponsor a water project and give clean water to an entire community.



START A FUNDRAISING CAMPAIGN

56,659 people have started campaigns for clean water and you can too.



LEARN ABOUT THE WATER CRISIS

800 million people don't have access to clean drinking water. That's 1 in 9 of us.

We've funded **9,458** water projects in **20** countries. Here are three things that make us different.



100% MODEL

Private donors fund our operating costs so 100% of your donations go straight to the field.



PROVING IT

We prove every water project we build using photos and GPS coordinates on Google Maps.



LOCAL PARTNERS

We work with strong local partners on the ground to build and maintain water projects.

LEARN ABOUT OUR WORK

l'association [Charity:water](#) a été fondée en 2006 et compte 66 salariés.

Depuis cette date, elle a récolté 100 millions de dollars, et financé 9 400 projets. Elle se concentre exclusivement sur la problématique de l'accès à l'eau dans les pays en développement.

son fondateur revient dans cet entretien sur différentes spécificités de son organisation, et notamment sur des aspects liés à la collecte.

On retrouvera [ici l'intégralité de l'entretien](#)

Un modèle différent

Dès le départ, nous avons voulu que la totalité de l'argent collecté via notre plateforme soit entièrement dédié au financement des projets que nous menons. Ainsi, chaque microdon contribue réellement au financement d'une installation. Les coûts liés à l'opérationnel sont, de leur côté, entièrement pris en charge par l'apport financier d'investisseurs privés tels que Jack Dorsey (Twitter) ou encore Sean Parker (Napster, Facebook). Autre élément important, nous souhaitons que le donateur puisse se rendre compte de manière très concrète de l'utilisation qui était faite de son argent et de son impact sur la vie des populations locales.

Un reporting détaillé sur chaque projet

Le programme [Dollard to Project](#) permet aux donateurs de voir exactement où sont passés chaque dollar qui a été dépensé pour un projet. Nous mettons également à leur disposition les coordonnées GPS de chaque installation ainsi que des photos du travail réalisé dès que le projet arrive à son terme. Notre modèle repose sur une totale transparence.

La présence sur les réseaux sociaux



Notre présence sur les réseaux sociaux et notre attitude très « early adopter » a fait dès le début partie intégrante de notre ADN. En effet, dès qu'un nouveau réseau social fait son apparition, nous l'essayons de manière presque systématique, avec plus ou moins de succès selon les cas. Nous avons, par exemple, été l'une des premières marques à ouvrir un compte sur Instagram. Nous sommes également l'une des rares organisations à but non-lucratif à dépasser le million de followers sur Twitter.

[testez votre transparence \(un quizz canadien\)](#)

Vu sur le site EDUCALOI

**VOUS ÊTES TRANSPARENT ?
MONTREZ-VOUS !**

5 MINUTES **11** QUESTIONS **1** BILAN PERSONNALISÉ

Les sondages ont démontré ce que les gens aiment savoir sur les organismes de bienfaisance enregistrés et ce qu'ils ont de la difficulté à comprendre sur le fonctionnement de ceux-ci. Votre organisme peut-il davantage inspirer confiance en partageant certaines informations avec le public?

FAITES LE TEST!

La production de cet outil a été rendue possible grâce à un apport financier de l'Agence du revenu du Canada.

Caracall

ÊTES VOUS TRANSPARENT ?

CONFIANCE DU PUBLIC

0%

La transparence est un élément souvent mis en avant par les associations et les organismes qui les contrôlent. Cet exemple canadien permet d'évaluer précisément son niveau de transparence, et le degré de confiance du public qui en résulte.

A adapter naturellement aux normes et habitudes françaises.

Ci-dessous la **liste des 11 questions** :

Votre organisation communique t-elle sur :

- 1 – Les noms des cadres supérieurs, des administrateurs ou des fiduciaires, ainsi que leur expérience ?
- 2 – Le nombre d'années depuis lequel votre organisme exerce ses activités ?
- 3 – Une description détaillée de vos activités et les ressources consacrées à chacune d'elles ?
- 4 – Vos indicateurs de réussite ? (le nombre de personnes desservies, les avancées scientifiques, etc.)
- 5 – Le pourcentage des sommes attribuées à l'administration et de celles attribuées aux activités de bienfaisance ?
- 6 – Vos modes de financement ?

7 – D'où provient l'argent que votre organisme reçoit, mis à part les dons ?

8 – Votre politique sur la délivrance des reçus officiels de dons pour fins d'impôt et le temps nécessaire pour en obtenir un ?

9 – Les avantages fiscaux liés aux dons ?

10 – Le fait que les organismes de bienfaisance enregistrés sont supervisés par le gouvernement ?

11 – Les questions que les donateurs peuvent poser aux organismes de bienfaisance enregistrés qui les sollicitent ?